

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - SPS IDF EST
6 bd Archimède

77420 CHAMPS SUR MARNE

Tél : +336 80 38 75 10
Mél : enrico.apolinario@bureauveritas.com

N° affaire : 23674512_1-9E6UPVT

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : Fontainebleau - EME - Rénovation des voiries et des réseaux

EME

Quartier du Carrousel - Av de Maintenon

Destinataire :

ESID IDF - PCO DE VERSAILLES

Abdelkader TAYABI

Caserne des Matelots – Bât 105

78000 VERSAILLES

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
23/10/2024	Rev0	Phase PRO	Enrico FIDALGO APOLINARIO
06/11/2024	Rev1	Phase DCE - Modif §: 1.2 / 3 / 4.1 / 4.2 / 6.2	Enrico FIDALGO APOLINARIO

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	15
3.2.6. Stockage	15
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	17
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	18
3.3.2. Plan d'installation de chantier	18
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	19
4. MESURES DE COORDINATION SPS	20
4.1. Définition des séquences d'interventions	20
4.2. Analyse de risques	23
4.3. Co-activités et protections collectives	31
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	31
4.3.2. Déplacement de protection collective	32
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	32
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	32
4.4. Equipement de levage	32
4.4.1. Autorisation de survol	32
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	32
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	33

4.5.1. Approvisionnements et stockage	33
4.5.2. Travaux superposés	33
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	33
4.5.4. Protection contre le bruit	33
4.5.5. Protection contre l'incendie	34
4.5.6. Travaux en hauteur	34
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	34
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	34
4.6. Moyens communs	34
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	35
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	35
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	35
4.6.4. Protection des accès – Auvents	35
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	35
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	36
5.1. Stockages sur le chantier	36
5.2. Nettoyage	36
5.3. Enlèvement des déchets	36
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	36
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	37
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	37
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	38
6.1. Déclarations particulières	38
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	39
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	40
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	40
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	40
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	40
6.7. Locaux témoins	40
7. ORGANISATION DES SECOURS	41
7.1. Téléphone de secours	41
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	41
7.3. Travail isolé	41
7.4. Procédure d'organisation des secours	41
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	41
7.6. Point de rencontre secours	41
7.7. Modèle de fiche de secours	42
ANNEXES AU P.G.C.	43

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Dossier fourni par le MO:

- Plans "Rénovation VRD" Phase PRO, reçus le 24/09/2024.

- Rapport de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux, réalisé par l'entreprise SOCOTEC, réf: 2019CIDSG840 du 29/04/2021 (**POSITIF**). (voir § 3 ci-dessous)

- Rapport de repérage amiante + HAP avant travaux sur enrobés, réalisé par l'entreprise SOCOTEC, réf: 2019CIDSG840 du 29/04/2021 (NEGATIF).

- Rapport de recherche de MPCA avant travaux, réalisé par l'entreprise SOCOTEC, réf: 2019CIDSG840 du 29/04/2021 (**POSITIF**).

A noter: ce rapport n'est pas exhaustif. Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ayant pu être sondés (chap IV, §3 - p. 5).

En conséquence, des sondages complémentaires devront être réalisés, avant travaux, sur les parties non sondées. (voir § 3 ci-dessous)

Le présent document ne peut être diffusé que dans son intégralité (y compris annexes et pièces jointes).

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération a pour objet;

- la rénovation des Voiries et réseaux AEP - EI - EP - EU - CFo - CFa - Eclairage - SSI

Les travaux correspondants (y compris les travaux préparatoires) seront réalisés en 10 phases (*Plan de phasage en P.J.*)

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Lot unique

Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets, ou

en cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,

- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,

- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,

- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,

- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 01 Lot

- Nombre de sous-traitants non défini

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Non défini

Inférieur à 10000 h/j.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ESID IDF - PCO DE VERSAILLES	Caserne des Matelots – Bât 105 78000 VERSAILLES	06 71 36 23 63 abdelkader.tayabi@intrad ef.gouv.fr	Abdelkader TAYABI

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	SYMBIOSES	42 rue Monge 75005 PARIS	06 10 13 57 79 m.guenin@symbioses.pro	Matthieu GUENIN
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SPS - IDF EST	6 Bd Archimède 77420 CHAMPS SUR MARNE	0680387510 enrico.apolinario@bureau veritas.com	Enrico APOLINARIO
Inspection du travail	DRIEETS 77	UC 4 - 3 Cité administrative - Bât C - 20, quai Hippolyte Rossignol 77011 MELUN CEDEX	ddets77-pit-uc4@seine-et- marne.gouv.fr	Responsable secteur
CRAM	CRAMIF 77	104 Allée des Amarylis 77196 Dammarie les Lys	prevention77.cramif@ass urance-maladie.fr	Responsable secteur
OPPBTP	OPPBTP IDF	1 Rue Heyrault 92200 BOULOGNE BILLANCOURT	iledefrance@oppbtp.fr	Responsable secteur
.	DEKRA INDUSTRIAL - CONTROLE TECHNIQUE	10/12 rue du Bois Chaland 91000 EVRY	mourad.akli@dekra.com	Mourad AKLI

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

La rédaction du P.P.S.P.S. implique la participation de l'entreprise à une Visite d'Inspection Commune. Pour ce faire, cette Visite d'Inspection Commune, aura lieu avec suffisamment d'antécédence pour permettre à l'entreprise de soumettre son P.P.S.P.S. au CSPS.

En tout état de cause, cette Visite d'Inspection Commune devra avoir lieu, au plus tard, DEUX SEMAINES avant la date d'intervention prévue sur le chantier.

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises. S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de

nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

- Le rapport de recherche de MPCA avant travaux, réalisé par l'entreprise SOCOTEC, réf: 2019CIDSG840 du 29/04/2021 est POSITIF !

A noter: ce rapport n'est pas exhaustif. Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ayant pu être sondés (chap IV, §3 - p. 5).

En conséquence, des sondages complémentaires devront être réalisés, avant travaux, sur les parties non sondées.

Si découverte de matériaux autres que ceux répertoriés dans le rapport, celui-ci devra être complété par la réalisation de sondages complémentaires lors de la phase travaux.

IMPORTANT: Il n'est pas prévu de travaux de désamiantage.

Les travaux, objet de cette opération, seront réalisées en indépendance totale des matériaux et produits contenant de l'amiante tels que définis dans le rapport de repérage.

Les réseaux existants seront abandonnés une fois les nouveaux opérationnels, et ne feront l'objet d'aucune intervention.

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

- Le rapport de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux, réalisé par l'entreprise SOCOTEC, réf: 2019CIDSG840 du 29/04/2021 est POSITIF !

A NOTER:

Il n'est pas prévu de travaux de déplombage.

Les travaux, objet de cette opération, seront réalisées en indépendance totale des matériaux et produits contenant du plomb tels que définis dans le rapport de repérage.

Les réseaux existants seront abandonnés une fois les nouveaux opérationnels, et ne feront l'objet d'aucune intervention.

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les travaux préparatoires sont à la charge du lot VRD.

Ils devront être effectués pendant la phase de préparation du chantier et dans tous les cas avant l'installation de la base-vie.

- Le branchement de l'eau potable,
- L'alimentation en électricité,
- Le téléphone de secours (fixe ou mobile),
- Les réseaux d'évacuation des matières usées devront être réalisés par l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre à partir des points de livraisons mis à disposition par la maîtrise d'ouvrage.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Une clôture, en tôles nervurées de 2,00 m de hauteur, munie de portes d'accès, sera mise en place, sur l'ensemble de la périphérie de la zone base-vie.

Une clôture grillagée, de type HERAS, de 2,00 m de hauteur, munie de portes d'accès, sera mise en place, sur l'ensemble de la périphérie de chaque zone de travaux.

Les portes et portails donnant accès au chantier seront systématiquement refermés après utilisation. L'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre est chargée du contrôle de ces accès et devra s'assurer de leur fermeture après chaque journée de travail.

Chaque entrée du chantier sera gérée par un gardien.

3.2.2. Accès

Les zones d'accès au chantier devront être dégagées et utilisables de façon permanente.

L'accès aux cantonnements se fera :

- Pour les véhicules : Par l'entrée dédiée aux véhicules indiquée sur le PIC.
- Pour les piétons : Par une entrée indépendante de l'entrée véhicules et protégée, permettant d'accéder à la base vie en tenue de ville.

L'ensemble du personnel du chantier devra porter en permanence sa carte d'identité du BTP avec photo.

Chaque accès véhicules comportera un portail.

Tous les véhicules accédant au chantier devront porter, de façon visible, un moyen d'identification (Logo, macaron ...) justifiant de leur appartenance à une entreprise autorisée à intervenir sur le chantier.

Des débourbeurs et lave-roues seront installés à la sortie véhicules.

A défaut, toute procédure, d'efficacité au moins équivalente, pourra être mise en place.

Lors des livraisons, les chauffeurs doivent être parfaitement au courant des modalités à respecter pour effectuer celles-ci et posséder avec eux toutes les autorisations et habilitations nécessaires.

Un programme de livraisons sera mis en place.

Seuls les véhicules et les personnes habilités pourront accéder au chantier.

Les livraisons non programmées seront refusées.

Il appartient à l'entreprise destinataire de transmettre préalablement tous les éléments nécessaires et, lors de la livraison, de mettre à disposition le personnel habilité en nombre suffisant pour assurer les livraisons y compris un agent de trafic selon nécessité.

Le DHOL est applicable sur cette opération.

Un accès au site, dédié au chantier, sera créé dans l'angle Sud/Est du site depuis le Carrefour de Maintenon.

La présence permanente d'un gardien veilleur sera nécessaire.

3.2.3. Circulations

Les entreprises indiqueront, dans leur offre, la méthodologie envisagée pour permettre une circulation protégée des personnes pendant les travaux.

Les entreprises indiqueront également, la méthodologie envisagée pour permettre la circulation horizontale et verticale des personnes, le phasage d'avancement des travaux et les mesures envisagées.

Circulation des personnes et des engins

Dans l'emprise du chantier

Généralités :

L'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre devra se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux conditions qui lui seront imposées, notamment en ce qui concerne les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier.

Les cheminements destinés aux personnels des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront notamment réalisés en respectant les points suivants :

- Balisage et séparation physique entre les circulations piétonnes et les voies empruntées par les véhicules,
- Éclairage général des zones où les personnels sont amenés à cheminer.

L'entreprise devra également conduire ses travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

Hors emprise des zones chantier
(Voir § 6.2 ci-dessous)

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur les voies publiques.

Cette obligation absolue de maintenir en permanence les accès :

- Aux services de sécurité,
- Aux piétons et aux véhicules,
- Aux livraisons.

aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

Contraintes du site

Le chantier est clos et indépendant, et situé dans un site en exploitation.

Les entrées et sorties des véhicules se feront en respectant le code de la route.

Tous les véhicules sortant du site devront avoir été nettoyés au préalable.

3.2.4. Signalisation

L'Entreprise doit, pendant toute la durée du chantier, l'ensemble des signalétiques et balisages nécessaires du chantier.

La circulation interne des piétons sera séparée de celle des véhicules par une séparation physique de type barrière ou muret. (Pas de signalisation souple du type grillage ou ruban avertisseur).

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée élaborera en accord avec les différents services, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de «fluidifier» le trafic à la périphérie des différentes zones de chantier.

Ce plan de circulation précisera notamment :

a/ La localisation des clôtures et des portails, ainsi que le repérage des entrées du chantier en fonction des différentes phases prévues et des différents points d'interventions en faisant clairement apparaître les distances d'écartement par rapport aux ouvrages existants ou à créer, les issues à condamner pour la période du chantier ou à placer sous surveillance pour des raisons de sécurité incendie ou de sûreté.

b/ Les cheminements et les stationnements utilisables et interdits en séparant clairement ceux qui sont réservés aux véhicules et ceux mis à la disposition des piétons, y compris les balisages prévus.

Pour les zones accessibles aux véhicules, les différences de portance des sols seront indiquées.

- c/ La position des panneaux d'orientation, d'information et de signalisation,
- d) L'implantation des bureaux, notamment celui du ou des chefs de chantiers.

Il appartient au titulaire de l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre d'obtenir tous les accords nécessaires à la validation de ce plan auprès des divers services compétents. Il lui incombe de le maintenir à jour de toutes les modifications nécessaires et d'en faire la diffusion auprès des autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

Cette prestation comprend également :

- La signalétique d'accès aux locaux base vie et salle de réunions.
- La signalétique d'accès aux vestiaires.
- La signalétique de chaque bureau.
- La signalétique d'accès aux sanitaires accessibles aux personnels de chantier, suivant phasage et organisation des travaux .
- La signalétique des circulations horizontales et vestiaires accessibles aux personnels de chantier et/ou interdits aux mêmes personnels.
- La signalisation d'interdiction de fumer dans les locaux.
- La signalétique d'interdiction d'accès au chantier par le public.
- Le balisage des circulations en fonction du phasage.
- La signalétique réglementaire pour les piétons, en périphérie des emprises de chantier.
- La signalétique des voies d'accès d'entrée et de sortie, du sens de circulation dans notre emprise, des accès pompiers, des zones de stockage, des zones de livraison.
- La signalétique de sécurité des personnes au sens des recommandations du PGC.

L'ensemble de la signalétique devra régulièrement être maintenue en état.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement de véhicules est interdit sur l'ensemble du chantier.

Une aire de stationnement sera à prévoir sur le PIC..

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage seront implantées en fonction du plan d'installation de chantier établi par l'entreprise chargée de cette tâche et soumis à l'avis du Coordonnateur SPS avant réalisation.

Le stockage superposé est interdit.

Les zones de stockages seront obligatoirement implantées sur des surfaces libres et des sols stables pouvant supporter les charges prévues.

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur P.P.S.P.S et se conformer à la réglementation en vigueur en termes de stockages des produits concernés en particulier en ce qui concerne les risques d'incendie.

Un extincteur de classe adaptée sera installé devant l'entrée de tous les locaux où seront stockés des produits inflammables.

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

Le stockage de produits potentiellement polluants, tels que les hydrocarbures, huiles minérales ou autres, se fera obligatoirement dans des bacs de rétention étanches prévus à cet effet. Les conteneurs de ces produits devront correspondre à la réglementation en vigueur en matière de stockage de ces derniers.

Tous les produits inflammables ou polluants, et de manière générale tous les produits « dangereux », seront stockés dans des locaux ventilés et fermés à clé.

Un étiquetage mentionnant la liste de tous les "produits dangereux" sera apposé sur les portes de tous les locaux concernés par leur stockage.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

EAU

POINTS D'EAU

Implantation tous les 20 m à l'horizontale.
Évacuations provisoires
Sur l'ensemble des zones d'interventions

ELECTRICITE

A partir du point de départ défini dans les pièces écrites établies par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre, aura à sa charge l'installation électrique générale du chantier. Cette installation comprend, de façon distincte :

- Les installations électriques nécessaires à l'alimentation des appareils de levage ainsi que des autres matériels,
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels sur le chantier, notamment éclairage de secours, le cas échéant,
- Les armoires et coffrets électriques, ainsi que les réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier.

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire par zone d'intervention, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une rallonge d'une longueur supérieure à 25 m pour alimenter tout point du chantier.

En aucun cas, les armoires définitives des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à souder. Le branchement de tels appareils sur l'armoire générale de chantier sera à la charge des entreprises les utilisant.

Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 44). Elles seront en permanence fermées à clé.

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

Éclairage de chantier

Les niveaux d'éclairement seront au minimum de :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 120 lux pour les réfectoires, les vestiaires et les sanitaires.

L'éclairage doit permettre la circulation sur tout le chantier et ses abords.

Matériel électrique

Généralités:

Sélectivité sur trois niveaux afin d'améliorer les conditions d'exploitation et éviter les coupures simultanées sur plusieurs niveaux dans le cas de défaut à la terre :

- a) Circuits terminaux : protection par DDR 30mA instantané OBLIGATOIRE,
- b) A chaque niveau (armoires ou répartiteurs sans prise) : protection par DDR 300mA - 50 millisecondes,
- c) En tête d'installation (pied de colonne) : protection 1 Ampère retardée - 0,2 seconde minimum.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers :

Rallonges..... Type H 07 RNF 25m maximum
Enrouleurs..... Catégorie B NFC 61.720
Prises..... Incassables - Protection IP44
Baladeuses..... NFC 71.008
Phares halogènes interdits, privilégier l'éclairage LED.

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à l'entreprise d'électricité un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier; en aucun cas une entreprise ne pourra refuser ces vérifications.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'ensemble des cantonnements est à la charge du lot VRD.

L'ensemble devra être installé dans des locaux pouvant être éclairés et ventilés naturellement.

Les locaux vestiaires et sanitaires devront être communicants. Cette liaison devra être étanche à l'air et à l'eau et pouvoir être chauffée en cas de besoin.

Les bungalows préfabriqués seront obligatoirement équipés de garde corps périphériques (rings) en toiture.

Les cantonnements seront équipés d'extincteurs de classe adaptée (minimum un par niveau)

Sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini sur la base d'un lavabo pour 10 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Prévoir, en cas de nécessité, des sanitaires Hommes et Femmes séparés.

Il sera prévu des W-C approvisionnés en papier hygiénique et des urinoirs avec chasse d'eau, sur la base d'un W-C et d'un urinoir pour 20 personnes. Un W-C, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".

Les douches (1 pour 8 personnes) comporteront individuellement (Arrêté du 23/07/1947, consolidé) :

- * Une porte pleine

- * Un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères

- * Un rideau de séparation

Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés.

De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devront être effectués au moins une fois par jour. Les parois de ces installations devront être lessivables.

Au-delà d'une distance de 200 m du cantonnement, des sanitaires complémentaires devront être mis en place.

Un nettoyage quotidien sera à prévoir.

Important: les blocs WC chimiques ne répondent pas aux exigences de la réglementation en vigueur.

Réfectoires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,30 m² minimum par personne.

Ces locaux devront être correctement chauffés, éclairés, aérés, cloisonnés en surface de 75 m² maximum et disposer de tables, de chaises, de chauffe-gamelles électriques, micro-ondes, de réfrigérateurs et d'éviers munis de robinets d'eau potable, fraîche et chaude.

Ils seront nettoyés quotidiennement.

Le sol de ces locaux devra être lessivable.

EAU POTABLE pour la boisson :

3 litres d'eau fraîche, au moins, par salarié et par jour

Vestiaires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base de 1,00 m² minimum par personne.

Ils devront posséder des bancs et des armoires vestiaires à 2 compartiments, mis à la disposition de tous les

corps d'état.

La CRAMIF 77 demande l'installation d'armoires vestiaires ventilées et chauffées mécaniquement.

Les locaux seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.

Ils seront nettoyés quotidiennement.

Prévoir, en cas de nécessité, des vestiaires Hommes et Femmes séparés.

Emplacements destinés aux bureaux, ateliers et magasins

Ces installations seront réalisées sur le site même du chantier avec l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité. Il ne sera pas toléré que ces locaux soient utilisés comme vestiaires ou réfectoires. Ils seront conformes aux pièces écrites réalisées par la maîtrise d'œuvre.

Ces installations devront, en tout état de cause, répondre à l'ensemble des normes en vigueur. Ils seront notamment raccordés aux réseaux d'alimentation des fluides.

Infirmierie

Une infirmerie avec un(e) infirmier(e) sera installée sur le chantier si les effectifs dépassent 200 (deux cent) salariés.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les cheminements, les abords et les sorties du chantier seront maintenus dans un état de parfaite propreté.

L'Entreprise devra mettre en place un dispositif permettant de nettoyer systématiquement les roues des véhicules sortant du chantier.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 du CdT, sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **VRD** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des circulations, suivant les différents phasages.
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion

- des accès provisoires suivant les phasages,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **VRD** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	VRD	VRD	Préparation
Accès	VRD	VRD	Préparation
Circulations	VRD	VRD	Fin de chantier
Signalisation	VRD	VRD	Préparation
Stationnement	VRD	VRD	Fin de chantier
Stockage	VRD	VRD	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	VRD	VRD	Préparation
Coffret électrique général	VRD	VRD	Préparation
Coffret divisionnaire et éclairage	VRD	VRD	Préparation
Cantonnement	VRD	VRD	Préparation
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	VRD	VRD	Fin de chantier
PIC	VRD	VRD	Fin de chantier
Protections collectives	VRD	VRD	Fin de chantier
Accès hauteur communs	S.O.		Fin de chantier
Déchets - Gravats	VRD	VRD	Fin de chantier
Eclairages extérieurs	VRD	VRD	Fin de chantier
.			Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Consignations		Consignations	Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion	Consignations avant tous travaux Électricité. Consignation des réseaux
2 Démolitions - Curage		Démolitions - Curage - Rabotage voiries	Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Collision, heurt Contraintes météorologiques Contact électrique direct ou indirect Travaux à point chaud Travail en hauteur Stabilité, renversement Réseaux Rupture, effondrement Engins et matériels Bruit, vibrations Bactéries, virus, parasites Inhalation poussières	Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure. Interdiction d'accès dans les zones balisées. interdire l'accès sous les aires de pose. aux personnes non-autorisées. Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public. Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Une procédure de consignation doit être formalisée . . Clôture de zones DICT consignation Clôture de zones Plan de démolition

				environnement planification analyse des produits et du contexte .
3 Gros œuvre		Gros œuvre - Maçonneries	Contact électrique direct ou indirect Multi danger Collision, heurt Manutention manuelle Déplacement de plain-pied	. . Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant TMS. .
4 Electricité		Electricité CFo-CFa	Contact électrique direct ou indirect	
5 CVC Plomberie		Plomberie	Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Travaux à point chaud Protections à mettre en place par le lot et respect des protection et balisages par les autres corps d'état.
6 VRD		Terrassement s - VRD	Collision, heurt Inflammation, explosion Environnement naturel Engins et matériels Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Collision, heurt Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement	Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. "Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains" . . Se reporter à l'analyse de risque correspondante. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Obligation de blinder une fouille

				étroite de plus de 1 m 30 de profondeur .
7 Espaces verts		Paysages	Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Voisinage Voisinage	. . analyse du voisinage Chantier clos et indépendant Chantier clos et indépendant

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Consignations

Consignations

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>S'assurer de la consignation des réseaux avant tous travaux de sciages ou de carottage, demande des PV de consignation avant le début des travaux</p> <p>Intervention sous réseau consignés et s'assurer de la consignation avant intervention.</p> <p>Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité.</p> <p>Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.</p>	<p>Dans le cas d'intervention simultanée d'autres entreprises, celle-ci ont à prévoir pendant les phases sciages et carottages la mise en oeuvre d'éclairage de leurs zones de travaux</p> <p>Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.</p>
Inflammation, explosion	<p>Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel).</p> <p>Dégazage des cuves en amont de leur dépose.</p> <p>Recherche de la présence et de la nature, repérage, consignation, neutralisation, dépose, de tous les réseaux existants compris analyse de l'impact éventuel sur les installations existantes voire en service, avant toute intervention.</p> <p>Obtenir de la MOA l'ensemble des plans de récolement des réseaux enterrés avant de commencer les travaux (présence de nombreuses cuves à fuel, réseaux gaz, réseaux électriques, AEP, etc).</p> <p>Un rendez-vous de mise au point avec les différents concessionnaires sera indispensable en réunion préparatoire.</p> <p>Mise en place si nécessaire de protections sur les ouvrages adjacents destinées à limiter toute projection de gravats et poussières</p>	Accès interdit à la zone de travail

Séquence : 2 - Démolitions - Curage

Démolitions - Curage - Rabotage voiries

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	<p>Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler Maintien des protections collectives en toiture.</p> <p>Gestion des déchets : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités</p>	<p>Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.</p> <p>Interdiction de stocker en bordure de fouilles.</p> <p>Respect des balisages.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel</p> <p>Carottage et percement : Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du percement. Mise en place d'un système de récupération des gravats</p> <p>Tout travail en superposition de tâches est interdit.</p>	<p>Tout travail en superposition de tâches est interdit.</p> <p>Coordination avec le Maître d'œuvre et le lot Gros œuvre pour modifier provisoirement les cheminements piétons</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement</p> <p>Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.</p> <p>Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmarchements provisoires pour accéder aux plateformes.</p> <p>Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...).</p> <p>Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p> <p>Pose des protections à l'avancement.</p>	<p>Interdiction de franchir un balisage de sécurité.</p>
Collision, heurt	<p>Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul</p> <p>Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse</p>	<p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.</p> <p>Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.</p> <p>Respect du balisage</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>et camion d'approvisionnement.</p> <p>Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.</p> <p>Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers.</p>	
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo
Contact électrique direct ou indirect	<p>Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.</p> <p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection 30 MA.</p> <p>Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux DT, DICT, à faire par les intervenants (Moa + entreprises) S'assurer des piquetages des réseaux avant intervention et ouverture des fouilles Personnels habilités et formés</p>	<p>Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.</p> <p>Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité</p> <p>Lecture des retour des concessionnaires</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	Extincteurs. Permis de feu	.
Travail en hauteur	Définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Stabilité, renversement	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.	Respecter les balisages et zones clôturées
Réseaux	DICT Repérage et neutralisation des installations intérieures d'électricité, de gaz, d'eau, cuve etc... : Vérification après coupure de la mise hors tension des réseaux électriques, Dégazage des tuyaux et cuve avant intervention (conserver une copie du PV de dégazage sur site), Délimiter les zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée.	.
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir, le repérage des ouvrages voisins, leurs résistance et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le PPSPS de la méthodologie de curage et déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire. Stabiliser les constructions devant être maintenue en place. L'entreprise de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et d'équipements adaptés, suivant la législation en vigueur (plan de retrait si découverte de matériaux amiantés). Etude, choix des modes opératoires et des matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés. Choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu. Vérification de la stabilité des planchers de travail eu égard aux charges amenées. Vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises. Ordonnancement des tâches, étude du	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	positionnement des différents opérateurs. Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les nuisances de chantier (bruits ; poussières). Renforcement des aires d'évolution "fragiles", fermeture des regards et caniveaux pour le passage d'engins de chantier. Humidification des gravois par aspersion,	
Engins et matériels	Plan de démolition indiquant les zones de stockage, de démolition et les aires d'évolution des engins.	Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin, incidence sur le fonctionnement de ces sites. Rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration Intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Bactéries, virus, parasites	Curage des réseaux avant intervention Vaccination si nécessaire Baliser les zones d'intervention Locaux pollués: analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.	.

Séquence : 3 - Gros œuvre

Gros œuvre - Maçonneries

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention l'entreprise devra s'assurer de la consignation des énergies et des fluides.	.
Multi danger	Protection contre les blessures térebrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Etude et mise en œuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques. Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages.	
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des postes de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.

Séquence : 4 - Electricité

Electricité CFo-CFa

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité.</p> <p>Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité.</p> <p>Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p> <p>Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux</p> <p>Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)</p>	<p>Respect du balisage et neutralisation</p> <p>Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité</p>

Séquence : 5 - CVC Plomberie

Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Travaux à point chaud		Respect des balisages

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protection des éclat et flash par balisage et/ou système d'écran protecteur.	

Séquence : 6 - VRD

Terrassements - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Engins et matériels	Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées : - du guidage des véhicules et des engins, - de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. De plus, chaque conducteur devra être en possession d'une « Autorisation de conduite » appropriée à la catégorie de l'engin qu'il conduit, établie et délivrée par son chef d'établissement. D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices. Toutes les zones de travaux et aires d'évolution de ces engins devront être délimitées par la mise en place de clôtures amovibles installées sur des plots en béton par les entreprises utilisatrices des engins. Chaque entreprise devra mettre en place une signalisation indiquant l'interdiction faite aux tiers de pénétrer dans les zones de travaux. Tous les engins ainsi que les véhicules de livraison et d'évacuation devront être équipés d'un signal sonore de recul.	.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées	Interdiction de stocker en

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	bordure de fouilles.
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux. L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée.

Séquence : 7 - Espaces verts

Paysages

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	l'avancement.	
Voisinage	Clôture et portail de chantier. Signalisation Prévenir le voisinage des travaux (démolition ou abattage) et incidence de ces travaux sur le voisinage; organiser l'évacuation des gravats (trafic)	.
Voisinage	Clôture et portail de chantier. Signalisation	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Trois grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que l'Entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives pendant toute la durée du chantier. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

Une protection adaptée aux travaux de chaque entreprise devra donc être mise en place.

- Priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.

- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

- Autant que possible les fixations des protections collectives de chantier seront intégrées dès la fabrication sur tous les éléments de structure préfabriqués en usine. A prévoir sur les plans de fabrication.

L'Entreprise de VRD devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes, des engins et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

Le matériel destiné aux protections collectives sera adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le P.P.S.P.S de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement de ses travaux.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

LES NOUVELLES PROTECTIONS SE FERONT APRES AUTORISATION EXCLUSIVE DU LOT VRD. CE DERNIER NE MODIFIERA SES INSTALLATIONS Q'UNE FOIS LES NOUVELLES INSTALLEES, RECEPTIONNEES ET OPERATIONNELLES.

- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur et feront l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Chaque chef d'entreprise doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les

moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité collective.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Entreprise de VRD est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Entreprise de VRD qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par

les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, galeries et plus généralement dans tous locaux ne pouvant être ventilés naturellement, une ventilation mécanique doit être mise en place.

En plus du port obligatoire d'EPI adaptés au risque, toute co-activité est strictement interdite dans les zones concernées. A cet effet, un barrièrage de délimitation sera mis en place par l'entreprise utilisatrice des produits concernés.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.

Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ou sont imposées par ces derniers.

Les locaux de stockage contenant des produits inflammables seront équipés d'extincteurs adaptés au risque et placés, à l'extérieur, devant la porte d'accès.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,

- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Bien que non obligatoire, la possession du CACES est recommandée par les CRAM et avalisée par les représentants des professions.

Tout véhicule et engin devra respecter les limites de charge ou/et de dimension imposés sur le chantier comme à ses abords.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est tenue de nettoyer parfaitement ses zones d'interventions.
Les bennes seront gérées par l'Entreprise titulaire dans le cadre du compte prorata (à définir et à confirmer avec le Maître d'oeuvre).

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'Entreprise titulaire sera responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Avant toute intervention, l'entreprise concernée devra, obligatoirement, s'assurer d'avoir en sa possession les attestations de consignations des différents réseaux (électriques quelle que soit la tension, eau, gaz, fluides, etc.) ainsi que de tous éléments mécaniques ou motorisés, quelle que soit leur source d'énergie, établies par des entreprises compétentes et habilitées à intervenir sur ces derniers.

Toute fouille devra être précédée de la réponse à chaque D.I.C.T et faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par les concessionnaires.

Les projets de travaux à proximité des canalisations et des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques doivent être déclarés à leurs exploitants avant leur exécution par la déclaration de projet de travaux (DT), faite par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), faite par l'exécutant des travaux.

Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation d'un guichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire.

Les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux publics et leurs prestataires, qui prévoient des travaux à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, réseaux ferroviaires, etc.), sont donc tenus d'adresser une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux.

En présence d'une ligne électrique sous tension, s'assurer que la distance entre celle-ci et l'utilisateur, compris outils et matériel, n'est jamais inférieure à :

- * 3 m si la tension est inférieure à 50000 volts
- * 5 m si la tension est supérieure à 50000 volts

Engins de guerre:

Lors de terrassement en pleine fouille et en cas de découverte d'engins de guerre :

- Arrêter immédiatement tous les travaux dans un rayon de cent mètres autour de l'engin découvert et interdire la circulation,
- Interdiction de démonter les engins de guerre rencontrés, même s'ils paraissent inoffensifs,
- Signaler la découverte de l'engin à la maîtrise d'œuvre qui préviendra les services de déminage,
- Ne reprendre les travaux qu'avec un ordre écrit de la maîtrise d'œuvre.

Les dommages causés au personnel ou au tiers par des engins de guerre éclatants au cours des travaux, seront réglés suivant les dispositions de l'ordonnance du 15 Octobre 1944, sauf s'ils résultent d'une faute de l'intervenant ou de l'inobservation par celui-ci des prescriptions énumérées ci-dessus, auquel cas ils seront laissés à sa charge.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les entreprises devront prévoir et prendre toutes les mesures nécessaires, suffisantes et réglementaires vis à vis de l'environnement immédiat du chantier : habitations, voie publique, etc...

Les travaux se dérouleront sur un site militaire en fonctionnement.

En plus des activités de cavalerie militaire, le site abrite des activités d'équitation civile. Il en résulte une forte fréquentation de public civil dont la présence de nombreux enfants.

Les entreprises intégreront dans leur offre la co-activité avec (liste non exhaustive) :

- La circulation des véhicules de secours.
- L'accès permanent aux vétérinaires.
- La circulation des véhicules.
- La circulation des piétons et des animaux au voisinage direct du chantier.

A tout moment la continuité des services et de l'exploitation du site sera prioritaire par rapport au chantier.

Au delà de l'exemption de co-activité, les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires destinées à préserver l'établissement de tout désordre technique pouvant porter atteinte à son exploitation.

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, des travaux seront exécutés à proximité de lieux fréquentés, les entreprises devront prendre toutes dispositions nécessaires, pour réduire dans toute la mesure du possible les gênes imposées aux usagers des dits lieux, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins et outils, les vibrations, les fumées et poussières, des flux entrée-sortie-stationnement du chantier.

Cas particulier de présence d'animaux:

Le site abrite l'Ecole Militaire d'Equitation, dans laquelle les écuries logent plusieurs centaines de chevaux.

La règle de base: il est interdit d'approcher les animaux !

Mais dans le cadre de la co-activité de circulation vous serez amenés à les croiser.

Quelques infos:

Le cheval, par nature, est un animal grégaire et peureux. Il n'aime pas être "surpris".

Comme tout animal il peut avoir des réactions imprévisibles, potentiellement dangereuses, pour son voisinage comme pour lui même.

Le cheval ne voit pas derrière lui et très mal de face. La meilleure façon de se présenter à lui est sur le coté à la hauteur de son encolure.

Les entreprises tiendront compte de cette "co-activité particulière" et prendront les mesures nécessaires pour réduire la gêne aux animaux, en particulier au niveau des bruits soudains, de la circulation des véhicules et engins ...

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Le présent document s'applique uniquement sur les zones de chantier clos et indépendant.

Toute intervention dans les locaux de la partie du site laissée en exploitation devront faire l'objet d'un Plan de Prévention, entre l'exploitant du site et l'entreprise intervenante (hors mission de Coordination SPS).

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Dans les zones de chantier clos et indépendant le Permis de feu n'est pas nécessaire.

Néanmoins, **les zones à proximité immédiate de certaines zones de l'établissement (stocks de foin et de paille ...) et des bâtiments en activité exige l'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds** (Soudage, décapage, meulage...).

Ce document devra être délivré par la direction ou le service sécurité de l'établissement.

Il doit être renouvelé, chaque fois qu'un changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail...) a lieu. Sa validité ne dépassera pas la journée de travail.

Le permis de feu sera signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche sera archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu sera mis à disposition sur le chantier.

Un extincteur est également obligatoire à proximité de tous travaux par point chaud et une surveillance de la zone pendant 2h après les travaux.

Zones concernées:

- Zones de raccordement avec les bâtiments existants.
- Stockages de produits inflammables (paille, foin, fumier ...)
- Travaux dans l'existant.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Les travaux donneront lieu à une co-activité de circulation avec la partie en exploitation.

Les entreprises prendront en compte de cette co-activité dans leur offre. (Voir § 6.2 ci-dessus)

Les circulations de véhicules et engins, en dehors des zones de travaux, se feront sous le guidage d'un homme trafic.

L'exploitation de l'établissement sera toujours prioritaire par rapport aux circulations du chantier.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les entreprises devront préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles comptent mettre en œuvre en cas d'accident, afin d'évacuer les personnes blessées depuis tout point du chantier, y compris lors des travaux de fouille et d'infrastructure.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A indiquer sur le PIC

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : Fontainebleau - EME - Rénovation des voiries et des réseaux

Adresse : EME

Quartier du Carrousel - Av de Maintenon 77300 FONTAINEBLEAU

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A indiquer sur le PIC

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_SCALP
- EME - Rénovation VRD - DCE - Plan 1.0-PIC
- EME - Rénovation VRD - DCE - Plan 1.0-PHASAGE
- EME - Rénovation VRD - DCE - Plan 1.0-BOXES
- DHOL 1